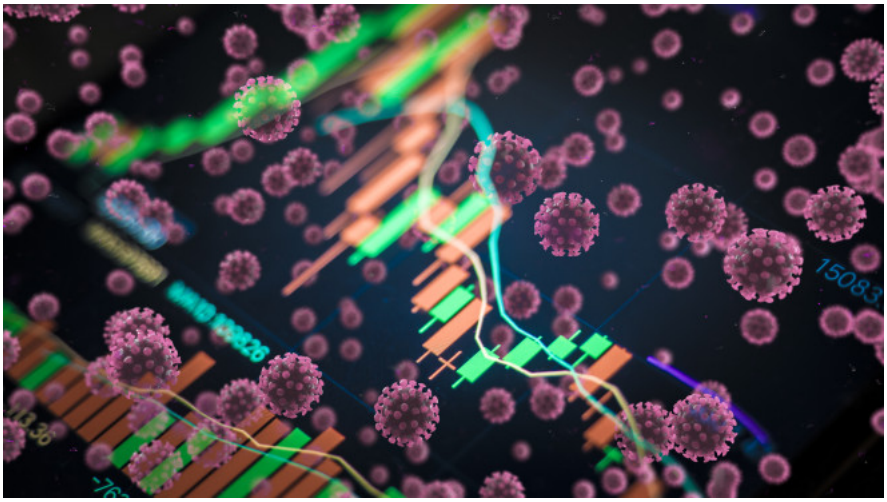
economiesuisse



État de l'économie durant la crise du coronavirus : nouvelle détérioration selon une enquête récente

economiesuisse a réalisé une nouvelle enquête sur la situation de l'économie suisse dans le contexte de la pandémie, cette fois en collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Les résultats montrent que la situation économique n'a cessé de se détériorer depuis la dernière enquête datant de trois semaines et que les coûts augmentent. Les effets indirects sont de plus en plus perceptibles, de nombreuses entreprises n'engageant que les dépenses directement liées à leur capacité de production. En même temps, l'on constate que les mesures de soutien du Conseil fédéral fonctionnent.

La mise à l'arrêt partiel de l'économie suisse et le fléchissement conjoncturel dans le monde entier laissent de profondes cicatrices. 85 % des secteurs qui ont participé à cette enquête affirment que leur situation s'est détériorée depuis la dernière enquête du 20 mars. De nombreuses entreprises faisant partie de chaînes de valeur internationales souffrent, accusant le coup des arrêts de production chez les fournisseurs ou acheteurs. Les premiers touchés sont les fournisseurs de l'industrie automobile ainsi que les fournisseurs et fabricants de produits de luxe. Sur le plan national, l'impact sur les fournisseurs d'entreprises actuellement fermées, par exemple dans la restauration ou l'événementiel, reste inchangé. En bref, tant l'économie domestique que les industries d'exportation subissent de lourdes pertes et ne peuvent rien y faire. Par rapport à la fin mars, la baisse des ventes est passée de 25 % à 39 % en moyenne. Une note positive

toutefois : les entreprises ne s'attendent pas à de nouvelle détérioration dans les deux prochains mois.

L'enquête a aussi clairement révélé que les effets secondaires progressent dans les secteurs qui ne sont pas directement touchés. En ce moment, de nombreuses entreprises n'engagent que les dépenses absolument nécessaires, tandis que les investissements et les projets qui ne sont pas directement liés à l'exploitation sont reportés. Les mesures d'économie et les efforts des dirigeants, souvent axés sur la gestion de la crise, entraînent un effondrement des commandes dans d'autres secteurs. Ainsi, les sociétés reportent les activités de marketing, diffusent bien moins de publicités ou renoncent aux services de conseil. Ce repli affecte aussi les nouveaux investissements dans les installations et constructions. Les calendriers sont repoussés ou les projets complètement annulés. L'informatique est concernée au même titre que la construction. L'augmentation ces dernières semaines des coûts causés par la fermeture de certains pans de l'économie, montre qu'il serait judicieux que le Conseil fédéral procède à l'assouplissement progressif le plus rapidement possible.

Problèmes se déplaçant à d'autres secteurs

Malgré la sortie du confinement visée par le Conseil fédéral, l'économie suisse n'est pas encore hors d'affaire, loin de là. Même après l'ouverture complète, il lui faudra du temps pour se redresser. Les entreprises estiment toujours que la situation ne reviendra pas à la normale avant six à sept mois.

Un décalage des problèmes s'esquisse alors. Au début de la crise, le premier souci était l'approvisionnement en produits semi-finis. D'importants goulets d'étranglement subsistent certes dans presque un secteur sur deux tel que matières premières, combinaisons et matériaux de protection, emballages, composants électroniques, éthanol, meubles ou pièces détachées automobiles. Sont également mentionnées les capacités de fret, restant plus faibles et plus coûteuses par manque de capacité de l'aviation notamment. Alors que la situation s'améliore sur le front des fournisseurs chinois, toujours plus de fabricants européens – italiens, espagnols ou encore français – ne sont plus en mesure de livrer. L'on observe en outre que les livraisons du Tessin vers la Suisse sont souvent difficiles.

Dans les semaines à venir, le plus gros problème des entreprises suisses sera toutefois la diminution de la demande en Suisse et à l'étranger. 70 % des secteurs prévoient des difficultés d'écoulement en Suisse au cours des deux prochains mois, 58 % des entreprises exportatrices la même chose à l'étranger. Parmi les raisons évoquées, l'on trouve le blocage partiel, la baisse du climat de consommation, les effets secondaires en hausse et l'état de stagnation sur d'importants marchés d'Europe comme l'Italie et la France.

Reprise motivée par des perspectives

Les réponses des associations sectorielles et des entreprises montrent que les mesures décrétées le 20 mars par le Conseil fédéral sont efficaces, ce qui est réjouissant. La crainte de futurs problèmes de liquidité a déjà bien diminué. Par rapport à la dernière enquête, la part d'entreprises envisageant des licenciements est passée de 30 % à 17 %. Les aides sous forme de liquidités et les indemnités en cas de chômage partiel semblent donc donner aux sociétés la bouffée d'air

nécessaire.

Il n'empêche que les mesures du Conseil fédéral ont fait plus de mécontents depuis le dernier sondage. L'avis de presque la moitié des sondés est négatif en Suisse romande. La raison principale est que ces personnes attendaient des mesures d'assouplissement et des perspectives claires pour la reprise des affaires. Dans cet esprit, le plan de sortie de la crise présenté jeudi par le Conseil fédéral mérite d'être salué. Il contribuera sans doute à remonter le moral des entreprises.

Informations sur l'enquête

L'enquête réalisée par economiesuisse en coopération avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a été menée du 9 au 15 avril 2020. Une partie des questions étaient les même que dans l'enquête dont economiesuisse a présenté les résultats le 26 mars 2020. 281 personnes ont participé à cette enquête, qui a couvert toutes les régions de Suisse. 40 associations sectorielles y ont participé sous forme consolidée, au nom de leur propre secteur. L'analyse reflète l'état d'esprit actuel de l'économie suisse. Les pourcentages indiqués sont des valeurs approximatives, exprimant les tendances. Les réponses n'ont pas été pondérées à chaque fois.